

**REPORTERS
SANS FRONTIERES**
POUR LA LIBERTE DE LA PRESSE



Journaliste environnementaliste, un combat périlleux

© AFP - Région de Malaisie dévastée par la déforestation

Septembre 2009
Reporters sans frontières
47, rue Vivienne - 75002 Paris
Tél : (33) 1 44 83 84 84 - Fax : (33) 1 45 23 11 51
E-mail : rsf@rsf.org
Web : www.rsf.org

Journaliste environnementaliste, un combat périlleux

Lai Baldé, journaliste guinéen, vit sous la menace. Tamer Mabrouk, blogueur égyptien, fait l'objet d'une procédure judiciaire. Le journaliste russe Grigory Pasko a passé quatre années en prison. Son confrère ouzbek, Solidzhon Abdurakhmanov, vient d'être condamné à dix ans de prison. Victime d'une agression, Mikhaïl Beketov, un journaliste russe, a perdu une jambe et plusieurs doigts. Maria Nikolaeva, reporter en Bulgarie, a été menacée d'être aspergée d'acide. Joey Estriber, journaliste philippin, a disparu depuis 2006... Quel point commun y a-t-il entre tous ces journalistes, dont la liste est loin d'être exhaustive ? Ils enquêtent ou ont enquêté sur des sujets liés à l'environnement dans des pays où il est dangereux de le faire.

L'enjeu environnemental est immense. Pour préserver la nature, il faut en premier lieu établir un diagnostic précis de l'état des ressources et de la façon dont elles sont employées. Grâce à ce travail d'analyse - auquel la presse participe largement - les décideurs politiques peuvent ensuite fixer les normes qui s'imposeront aux acteurs économiques et aux populations. Ce travail de collectes d'informations constitue une menace jugée suffisante par nombre d'entreprises, d'organisations mafieuses, voire d'États, et de toutes sortes d'intermédiaires, qui tirent profit d'un usage abusif du milieu naturel. À l'évidence, la contrainte environnementale constitue un frein à leurs projets. La presse d'investigation et les militants écologistes peuvent alors devenir des témoins gênants, voir des ennemis à abattre.

Dans les pays non démocratiques mais pas seulement, les journalistes spécialisés dans les questions environnementales se retrouvent ainsi aux avant-postes d'une nouvelle ligne de front. Les violences qu'ils subissent nous concernent tous ; elles sont le reflet de ces enjeux politiques et géostratégiques majeurs.

Les conflits qui opposent journalistes et pollueurs sont si nombreux et variés qu'il est impossible d'en dresser la liste. Parfois, le simple séjour d'un journaliste sur un site sensible où sa présence est jugée indésirable suffit à nourrir une crise. Ainsi, des journalistes étrangers ont été chassés des villages du sud de la Chine où sont désossés dans des conditions

catastrophiques la majorité des ordinateurs produits dans le monde.

Dans d'autres cas, c'est la publication d'une enquête détaillée, citant les faits et les noms, qui provoque une agression coercitive. C'est le cas de Mikhaïl Beketov, grièvement blessé par des hommes de main d'officiels mécontents de ses enquêtes sur un projet d'auto-route traversant une forêt.

Autre sujet de préoccupation : les agresseurs ne sont pas toujours ceux que l'on croit. Dans la plupart des cas, ce sont les sbires d'entrepreneurs mafieux ou de politiciens corrompus qui commettent les crimes. Mais, dans plusieurs pays, Reporters sans frontières a pu observer ce paradoxe : la population locale, pourtant première victime de la pollution et des trafics, fait corps avec ceux qui compromettent son avenir. La raison est évidente : ceux qui s'enrichissent en pillant les ressources ont les moyens de procurer, ce faisant, un emploi ou des revenus aux plus démunis. Tout cela rend la lutte contre la déforestation ou le combat contre les usines les plus polluantes difficiles et ingrats pour ceux qui les conduisent.

Un combat d'autant plus inégal qu'il est mené, le plus souvent, dans des pays où tous les rouages du pouvoir semblent complices et où l'appareil judiciaire, lorsqu'il existe, ne joue pas son rôle. On va le voir : la plupart des affaires liées à l'environnement ne connaissent pas de dénouement judiciaire. On peut même affirmer que, dans la plupart des cas, les journalistes sont livrés à eux-mêmes pour se défendre. D'où l'importance de faire connaître cette lutte et de lui apporter le soutien de l'opinion publique.

Le gaspillage des ressources naturelles est un sujet sensible sur tous les continents

Les ressources naturelles ne sont pas inépuisables. Ce qui est vrai pour le sous-sol l'est également pour le sol. Certes, la forêt repousse. Mais celles que l'homme reconstruit aujourd'hui ne seront jamais aussi biologiquement riches que les forêts primaires vieilles de centaines de milliers d'années. D'où l'importance de les préserver.



DR
Lúcio Flávio Pinto dénonce les dévastations environnementales au Brésil depuis plus de quarante ans.

C'est ce que tente de faire Lúcio Flávio Pinto, fondateur et rédacteur en chef du bimensuel brésilien *Jornal Povo* à Belém (État de Pará, Nord). Il a publié une série d'enquêtes consacrées à la déforestation en Amazonie. Résultat : 33 actions en justice au total ont été engagées contre lui. C'est aussi le combat de Lai Baldé, journaliste correspondant de la radio *Bombolom-FM* à Bissora, au nord de la Guinée-Bissau. Le lendemain de la diffusion d'un long reportage dénonçant l'exploitation clandestine des forêts, il a reçu des "conseils". L'interlocuteur anonyme de Lai Baldé lui a simplement indiqué : "Eh ! cher frère, pourquoi insistez-vous tant sur cette affaire ? Nous savons que les gens font quelque chose de mauvais. Mais nous n'avons pas le choix. N'en parlez plus, soyez gentil..."

En Birmanie, la question est réglée de façon plus radicale encore. Le Bureau de la censure militaire supprime des journaux toute référence gênante à la déforestation. Pour le plus grand bénéfice des entreprises chinoises.

Le Cambodge a perdu la moitié de sa forêt primaire en quinze ans, malgré les millions de dollars consacrés à la protection du massif des Cardamones. Trois journalistes qui ont enquêté, à la suite des rapports de l'organisation Global Witness sur la déforestation, ont été victimes de menaces de mort. Ces documents évoquaient l'implication de proches du chef du gouvernement dans un trafic de bois de grande ampleur. Le frère de Hun Sen, Hun Neng, aurait déclaré que si un représentant de Global Witness venait au Cambodge, il lui "taperait la tête jusqu'à la lui casser". Les journalistes de *Radio Free Asia*, l'un des rares médias à avoir

enquêté de façon approfondie sur ce sujet, ont été menacés par un inconnu qui s'est rendu dans les locaux de la station à Phnom Penh. L'un de ses journalistes, Lem Piseth, a même reçu des menaces de mort : "C'est toi Lem Piseth ? - Oui. Qui êtes-vous ? - Tu es insolent, tu veux mourir ? - Pourquoi m'insultez-vous de cette manière ? - Pour l'histoire de la forêt. Sache qu'il n'y aura pas assez de terre pour t'enterrer." Le journaliste a été contraint de fuir le pays.

Ce genre de menace est à prendre au sérieux. Aux Philippines, Joey Estriber, animateur du programme radio "Pag-usapan Natin" (Parlons de ça !) sur la radio locale DZJO, dans la province d'Aurora (nord-est de Manille), a disparu depuis mars 2006. Kidnappé par quatre hommes, il n'a jamais reparu. Joey Estriber était connu pour ses dénonciations de la déforestation dans la province d'Aurora. Dans son programme, il revenait sur l'abattage intensif d'arbres mené par des entreprises bénéficiant de soutiens au sein de l'administration. Il avait participé à une campagne en faveur de la suspension de neuf licences accordées à des entreprises d'exploitation du bois dans cette province...



Exploitation forestière sur l'île de Sumatra en Indonésie.

La déforestation sur l'île de Sumatra (Indonésie) est l'une des plus rapides au monde. L'une des entreprises responsables de ce désastre écologique est liée au très puissant conglomérat Sinar Mas. Difficile alors pour les journalistes de dénoncer ce désastre. Le 10 juillet 2009, sur l'île de Sumatra, des agents de sécurité de la société d'exploitation forestière, puis des policiers, ont détenu Cyril

Payen, correspondant de plusieurs médias français en Asie du Sud-Est. Les responsables de la PT Lontar Papirup Pulp and Papers ont ordonné d'arrêter le journaliste et son équipe alors qu'ils filmaient des camions chargés de billes de bois. Le chef de la sécurité a tenté de saisir ses cassettes avant de le livrer à la police locale. Mais grâce à la mobilisation des médias locaux, ils ont été libérés. Cyril Payen enquêtait sur l'exploitation forestière illégale de cette filiale du groupe industriel indonésien Asia Pulp & Paper, faisant lui-même partie du conglomérat Sinar Mas. Plusieurs entreprises occidentales traitent avec Sinar Mas, sans aucune considération pour la déforestation de Sumatra. Interrogé par Reporters sans frontières, Cyril Payen dénonce les pressions de Sinar Mas : "Ils achètent les journalistes ou ils les menacent de poursuites judiciaires. De fait, la presse indonésienne, pourtant libre, ne couvre pas assez cette déforestation dramatique."



La mer d'Aral

Autre exemple de gaspillage catastrophique de ressources naturelles que les autorités locales tentent de masquer : la destruction de la mer d'Aral. En juin 2008, le journaliste ouzbek Solidzhon Abdurakhmanov est arrêté au Karakalpakstan (Ouest), région autonome de l'Ouzbékistan. Accusé de trafic de drogue, il est condamné séance tenante à dix ans de prison. Un verdict rapidement confirmé par la Cour suprême locale, le 19 novembre 2008, malgré une multitude d'anomalies de procédure et de contradictions dans l'acte d'accusation. En outre, curieusement, la vidéo tournée lors de l'opération de police qui a conduit à l'arrestation du journaliste ne montre pas le

moment où la drogue aurait été saisie. Pas d'informations non plus sur la provenance des substances illicites, ni sur les clients de ce présumé dealer. Ce que l'on sait de Solidzhon Abdurakhmanov, c'est qu'il collaborait à de nombreux sites d'informations indépendants, dont *Uznews*, qui le présente comme « la dernière voix indépendante du Karakalpakstan ». Il a écrit de nombreux articles sur les conséquences sanitaires et humaines de la catastrophe écologique de la mer d'Aral. De là à penser que l'arrestation de Solidzhon Abdurakhmanov aurait été planifiée afin de punir ce reporter...

Au Brésil encore, Vilmar Berna, spécialiste de l'environnement et directeur du quotidien *Jornal do Meio Ambiente*, a longtemps été la cible d'intimidations. Son journal traite notamment de la surpêche clandestine et des menaces qui pèsent sur la faune marine protégée de la baie de Rio. En mai 2006, un cadavre ensanglanté à moitié calciné est déposé devant sa maison. Comme si ce "message" ne suffisait pas, une voix de femme non identifiée l'avertit par téléphone qu'il sera bientôt tué. Vilmar Berna a porté plainte auprès de la police de Niterói et engagé deux gardes du corps à son domicile. Mais, faute de moyens financiers, il n'a pu conserver cette protection. Dans l'État voisin d'Espirito Santo (Sud-Est), Fabrício Ribeiro Pimenta, a dû fuir sa région après l'attentat dont il a été victime, le 30 juillet 2009, apparemment sur ordre du propriétaire d'une marbrerie clandestine. Le journaliste dénonçait sans relâche les rejets toxiques de cette entreprise, installée en pleine zone résidentielle.

La dénonciation de pollutions est une seconde source de menaces pour les reporters

Les exemples ne manquent pas. Au Congo, en 2008, des habitants du village de Mbodji se plaignent de l'accumulation de déchets et de boues de forage provenant du champ pétrolier voisin, exploité par l'entreprise italienne Eni Congo, à 60 km de Pointe-Noire. Alertée, *Télé Pour Tous (TPT)* se rend sur place et réalise un reportage. Aussitôt pleuvent pressions et menaces des autorités locales. Mais, cette fois, la foule se mobilise en faveur des journa-

listes. Finalement, des échantillons de boues sont prélevés "pour expertise en laboratoire". On attend toujours les résultats de ces analyses.



Reportage de Télé Pour Tous sur la décharge de déchets pétroliers au village de Tchicamou

En Egypte, la Trust Chemicals Company déverse depuis des années des eaux non recyclées dans le lac Manzalah et dans le canal de Suez, non loin de Port-Saïd. Par peur ou sous l'effet de la corruption, l'administration s'abstient d'intervenir. Tamer Mabrouk, un simple blogueur, a pris le risque de publier sur Internet les résultats de ses investigations. Il est poursuivi depuis juin 2008 pour "diffamation". "[...] J'ai moi-même intenté un procès contre cette entreprise, en réclamant sa fermeture pour 'nuisances'. Le tribunal s'est déclaré incompétent. Parallèlement, des responsables de la Trust Chemicals Company m'ont demandé de retirer ma plainte en échange d'une somme d'argent. J'ai refusé. Maintenant, ils exigent la publication d'un démenti." Le 26 mai 2009, Tamer Mabrouk a été condamné à verser plus de 6 000 euros d'amende par la cour d'Al Zohor à Port Saïd. Une somme bien supérieure aux revenus annuels du blogueur. Il a ensuite été licencié.



Traces de pollution sur le lac Manzalah, suite aux déversements, par la Trust Chemical Industries, de ses eaux non recyclées. Port-Saïd, Egypte.

En Côte d'Ivoire, on a trop vite oublié qu'en septembre 2006, le Probo Koala, un navire affrété par la société Trafigura, avait déversé en pleine nature de grandes quantités de produits toxiques, provoquant la mort de dix personnes et 7 000 intoxications. Mais, depuis cet énorme scandale, le sujet a disparu des journaux. L'élan de vigilance s'est évanoui. On soupçonne les industriels de Yopougon, qui déversent des produits chimiques dans la lagune d'Abidjan, d'entretenir le tabou en plaçant des "enveloppes" dans les poches des journalistes.



Pollution du lac Taihu près de la ville de Wuxi dans la province du Jiangsu.

En Chine, Wu Lihong a été condamné à trois ans de prison pour avoir alerté les médias chinois et internationaux de la pollution qui frappe le lac Taihu, le troisième plus grand de Chine. Il dénonçait sur Internet l'asphyxie du lac par des rejets industriels sauvages. En

2005, le Département de la propagande, en charge de la censure, a attendu dix jours avant d'autoriser la presse à évoquer la pollution au benzène de la rivière Songhua, mettant la vie de millions de riverains en danger.

En Chine également, les militants écologistes qui en appellent aux médias sont victimes de la répression. Ainsi, en juillet 2009, l'activiste anti-nucléaire Sun Xiaodi a été condamné à deux ans de rééducation par le travail. Sa fille a également été envoyée dans un camp. Ils sont détenus depuis juin pour avoir "divulgué des secrets d'Etat à l'étranger" et "diffusé des rumeurs". En réalité, le militant écologiste a été sanctionné pour avoir publié des informations sur la contamination due à la mine d'uranium N°792 dans le Gansu. Il avait également dénoncé sur Internet et auprès de médias étrangers la corruption d'officiels du comté de Diebu (Gansu) qui avaient obtenu des aides importantes de l'Etat en exagérant l'impact dans leur région du tremblement de terre du Sichuan. Sun Xiaodi, ancien travailleur de la mine N°792, n'a de cesse depuis vingt ans de dénoncer la contamination radioactive.



Le site de La Oroya, au Pérou, l'un des principaux centres métallurgiques du monde, est également sur la liste des 10 sites les plus contaminés de la planète.

Autre exemple flagrant : au Pérou, la pollution provoquée par le complexe métallurgique de Doe Run Peru a fait de La Oroya, dans les Andes, la 5e ville la plus contaminée au monde. La population (35 000 habitants) vit en permanence dans les gaz et les métaux lourds. Mais personne n'entendra parler de ce scandale, car l'entreprise a développé un système de surveillance rustique mais efficace au moyen d'un réseau "d'animatrices de santé"

qui quadrillent la ville : quiconque parle avec un journaliste indépendant risque de perdre son travail et ses droits sociaux. La population, misérable, est aujourd'hui hostile à une presse qui risque de lui faire perdre son seul moyen de subsistance. Les salariés de Doe Run Peru ont repoussé le plan de sauvetage écologique pour conserver leur emploi.

Enfin, plus emblématique encore : l'affaire Grigory Pasko. Ce journaliste russe travaillant pour le magazine écologique *Ekologiya i pravo* et ancien correspondant pour le journal militaire *Boevaya Vakhata*, a été incarcéré pendant vingt mois, entre 1997 et 1999, avant même d'avoir été jugé, puis condamné en 2001 à quatre ans de prison ferme pour espionnage et haute trahison. La justice l'a reconnu coupable d'avoir illégalement participé à une réunion de l'état-major de la marine afin de recueillir des informations classées secrètes et de les transmettre à des médias japonais. Grigory Pasko dénonçait la pollution provoquée par le quasi-abandon des sous-marins nucléaires de l'armée russe. Il avait rendu publiques des images de déversement de déchets radioactifs liquides par la flotte russe en mer du Japon. Ces images, filmées alors qu'il était correspondant pour le journal militaire *Boevaya Vakhata* et diffusées par la télévision japonaise NHK, avaient suscité de vives réactions internationales. Grigory Pasko, qui a déposé un recours auprès de la Cour suprême russe et de la Cour européenne des droits de l'homme, a reçu le prix Reporters sans frontières - Fondation de France en 2002 pour son combat contre la censure.

Des risques qu'il y a à défendre les zones naturelles protégées

Le 9 février 2007, Maria Nikolaeva publie dans *Politika* une enquête intitulée "La croisade contre Strandja", dénonçant un projet d'implantation immobilière au cœur du plus important site protégé de Bulgarie. Le jour même, deux hommes se présentent à son bureau : "Tu sais bien qu'on n'écrit pas des choses pareilles. Tu sais ce qui arrive aux journalistes curieuses ? On les asperge d'acide."

Mikhaïl Beketov est journaliste à Khimki, dans la proche banlieue de Moscou. Il dénonce

depuis longtemps les autorités locales et s'est bâti une réputation de défenseur de la forêt de Khimki, menacée par un projet de construction d'une voie rapide reliant Moscou à Saint-Pétersbourg. En mai 2007, sa voiture est incendiée par des inconnus. En février 2008, il tombe sous le coup d'une instruction judiciaire. Début novembre 2008, il prépare une lettre-pétition à l'intention des autorités russes, signée par les habitants de Khimki opposés à la destruction de la forêt. Il n'a pas le temps de la poster : le 13 novembre, des inconnus le battent à mort, croient-ils. Après plusieurs jours de coma, le journaliste survit, amputé d'une jambe et de plusieurs doigts. Le 19 janvier dernier, l'un de ses avocats, Me Stanislas Markelov, est assassiné en plein cœur de Moscou. *Novaya Gazeta* publie la lettre de Mikhaïl Beketov dans son édition du 18 février 2009. Mais les habitants de Khimki ne verront jamais ce journal : un inconnu a acheté tous les numéros avant leur distribution. Le maire de Khimki, Victor Streltchenko, artisan du projet immobilier auquel s'oppose Mikhaïl Beketov, a été réélu en mars 2009.



Manifestation de soutien à Mikhaïl Beketov à Khimki

Au Sri Lanka, cette fois, des journalistes tamouls ont tenté d'enquêter sur l'impact de la présence de l'armée dans les zones naturelles de la péninsule de Jaffna. Ils ont été empêchés de le faire et parfois menacés pour s'intéresser de trop près à ce sujet. Ayngaranesan, écrivain environnementaliste, témoigne : "Depuis 2006, je cherche des informations sur la déforestation dans certaines zones contrôlées par l'armée. En effet, pour

des motifs de sécurité, les militaires ont profondément bouleversé l'écosystème. Récemment, j'ai voulu publier un article sur l'impact pour l'environnement des camps de réfugiés installés par le gouvernement. Mais le responsable de la publication a jugé que c'était un sujet trop sensible."

Enfin, en Namibie, où les touristes peuvent profiter de réserves naturelles très attrayantes, certaines images ne sont pas bonnes à montrer. Le 16 juillet 2009, Jim Wilckens, journaliste d'investigation britannique travaillant pour l'agence Eco-Storm et son cameraman sud-africain, Bart Smithers, ont été arrêtés alors qu'ils filmaient l'abattage de bébés phoques sur la côte namibienne. Accusés d'avoir enfreint la loi sur les ressources marines en entrant sans autorisation dans une zone réservée, ils ont été condamnés à une amende de 5 000 dollars namibien chacun (443 euros). Ils ont été libérés dans la foulée.

Un combat de longue haleine

Yann Arthus-Bertrand et dix membres de son équipe - assistants, techniciens et producteurs - effectuaient un reportage pour l'émission "Vu du Ciel", lorsqu'ils ont été arrêtés, le 20 février 2008, à l'aéroport de Puerto Iguazú, en Argentine. L'équipe de tournage enquêtait sur la controverse suscitée par la construction du barrage de Yacyreta, près de Posadas (capitale de la province de Misiones). Des policiers avaient observé d'un œil suspicieux la rencontre de l'équipe avec des habitants du village d'El Brete, hostiles à la construction d'un autre barrage dans le périmètre de leur localité, avant d'interdire de vol l'hélicoptère affrété pour le tournage. L'équipe n'a été libérée sous caution que cinq jours plus tard.

Partout, des journalistes prennent des risques pour éveiller les consciences. Il faut qu'ils puissent continuer, malgré les pressions. Ce rapport vise à dénoncer l'indifférence de certaines autorités qui négligent trop facilement la protection des journalistes qui défendent le droit des citoyens à être informés sur les atteintes à l'environnement.